LES ANNONCES SONT REÇUES :
A MARSEILLE : Chez M. G. Allard, rue Pavillon, 31 et dans nos bureaux;
A PARIS : à l'Agence Havas, place de la Bourse, 8.

ABONNEMENTS :

	3 mois	6 mois	1 an
B.-du-Rh. et départements limitrophes.	8 fr.	15 fr.	28 fr.
France et Colonies..	9 fr.	17 fr.	32 fr.
Etranger.....	12 fr.	22 fr.	40 fr.

Les abonnements partent du 1er et du 16 de chaque mois

Le Petit Provençal

JOURNAL QUOTIDIEN D'UNION NATIONALE

Mercredi 23 Octobre 1918
RÉDACTION ET ADMINISTRATION :
75, rue de la Darse, 75
MARSEILLE
Téléph. : Direction 2-90. - Rédaction 2-72 39-50
Bureaux à Paris : 10, rue de la Bourse
43e ANNEE — 10 cent. — N° 15.235

La Troisième Note allemande

La troisième note allemande adressée à Washington en réponse à la seconde note américaine marque, au moins dans la forme, une nouvelle humiliation de nos ennemis. D'une note à l'autre, le ton baisse et les demandes de paix prennent de plus en plus l'allure de véritables supplications. L'Allemagne implore après avoir si longtemps prétendu donner des ordres impérieux à tous les peuples de l'univers : voilà un fait acquis. Mais elle ne renonce pas pour cela à jouer de ruse. Si les victoires de l'Entente lui ont rabattu le caquet, elle se rattrape d'autre part en poussant la fourberie jusqu'à ses plus extrêmes limites.

Cette nouvelle note du docteur Solf n'est en effet qu'un tissu d'équivoques misérables et d'impudents mensonges. Elle ne répond franchement à aucune des questions pourtant si claires et si précises du président Wilson. Le gouvernement allemand déclare en apparence tout accepter, car il a bien trop peur que la conversation engagée ne soit rompue au grand désarroi des populations de l'empire, mais dans le fond il ne donne nettement aucune des satisfactions attendues.

Sur la question de l'armistice, le président Wilson avait dit que l'Allemagne devrait souscrire aux conditions fixées par les conseillers militaires des Etats-Unis et de ses alliés, conditions à établir de telle manière que le maintien de notre suprématie militaire se trouvât sauvegardé pleinement. Le docteur Solf répond par une formule ambiguë sur « la relation existant entre les forces sur les fronts ». Il ajoute, il est vrai, que « le gouvernement allemand s'en rapporte au président des Etats-Unis pour faire naître une occasion de régler les détails », mais en exprimant sa confiance de voir le président Wilson n'approuver « aucune exigence inconciliable avec l'honneur du peuple allemand et la préparation d'une paix de justice ».

L'honneur du peuple allemand ? Nous ne connaissons pas cela. Nous connaissons les infamies allemandes, les abominations allemandes, les horreurs allemandes, toutes choses approuvées avec enthousiasme durant quatre années par le peuple allemand. Mais nous ne connaissons pas l'honneur d'un peuple qui s'est cyniquement associé à toutes les scélératesses de ses maîtres et qui s'est ainsi mis de lui-même en dehors de l'humanité civilisée. Quant à la paix de justice, nous la voulons plus que l'Allemagne, qui n'a jamais rêvé que d'une paix de conquêtes et de rapines, mais nous la voulons contre l'Allemagne.

Le reste de la note vaut encore moins d'être discuté. Quand le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de l'empire allemand proteste « contre les reproches pour actes illégaux et inhumains » adressés aux armées boches, quand il assure que « les troupes allemandes ont reçu les instructions les plus sévères pour protéger la propriété privée, et avoir soin de la population autant que possible », quand il ose affirmer que « là où, malgré cela, des excès se produisent, les coupables sont punis », on a le droit de dire qu'il se fiche outrageusement du monde. Les attentats, les crimes, les forfaits de toutes sortes perpétrés par les hordes germaniques depuis les premiers jours d'août 1914 jusqu'à aujourd'hui ont été tellement flagrants que tous les démentis actuels de l'Allemagne tombent sous le ridicule autant que sous l'odieux. Un haussement d'épaules suffit à en faire justice.

Notons enfin que le docteur Solf se donne dans la dernière partie de sa note une peine bien inutile pour énumérer les diverses réformes d'ordre parlementaire et constitutionnel qui ont été introduites ces jours-ci dans le fonctionnement du régime impérial. Toutes ces réformes bâclées à la hâte par un gouvernement de figurants équivalent exactement à zéro tant que le kaiser est toujours le kaiser. La façade de l'empire allemand a changé, mais le kaisérisme hohenzollerniste subsiste au fond dans toute la hideur de son pouvoir de malfaisance.

Chaque fois que le président Wilson parle des garanties que l'Allemagne doit donner aux Alliés en supprimant chez elle tout pouvoir fondé sur l'arbitraire, les dirigeants de Berlin répondent à côté, comme s'ils ne comprenaient pas exactement de quoi il s'agit. On sait qu'il n'est pire sourd que celui qui ne veut pas entendre. Mais les Alliés ne seront pas dupes de pareilles simagrées et c'est ce qu'ils signifieront une fois de plus aux fourbes d'outre-Rhin par l'organe du président Wilson.

CAMILLE FERDY.

Propos de Guerre

On prévoit qu'à la prochaine élection académique l'unanimité se fera sur le nom du maréchal Foch.

Il y aura donc deux maréchaux sous la coupole et trois militaires, en comptant le général Lyautey.

Il faut espérer qu'il y en aura d'autres.

On dit également que M. Clemenceau sera élu. Tant mieux. M. Clemenceau peut bien être de l'Académie, puisque M. Jean Aicard en est.

Mais à quel titre sera-t-il admis ? Comme journaliste, comme auteur dramatique, comme homme d'Etat ?

On n'a que l'embarras du choix. Le Tigre a ce qu'il faut pour rallier tous les suffrages. On peut même l'élire dans la section sciences, puisqu'il est aussi médecin.

Ainsi, toutes les gloires de la France se retrouveront un jour dans l'hémicycle du palais Mazarin, lequel deviendra quelque chose comme un Hôtel des Invalides pour les grands hommes de la guerre, une sorte de Panthéon pour les gloires nationales, encore un peu vivantes...

Et cela remettra en place toutes choses.

L'Académie avait besoin de cette réforme. Elle menaçait de mal tourner.

On y avait laissé entrer un tas de gens pas très sérieux, des fabricants de mirlitons, des jongleurs, des acrobates, des chansonniers repentis, comme M. Donnay; des jardiniers comme M. Barrès, des navigateurs comme M. Loti, des cheminéaux comme M. Richepin, des pêcheurs de lune comme M. Rostand.

L'Académie était devenue une espèce de brasserie littéraire, un caveau artistique, moins la bière et le piano. On y faisait même des calembours !

La guerre nous aura délivré de ce scandale.

Vous me direz que le danger n'est pas complètement écarté, M. Clemenceau passant pour l'homme le plus spirituel de France. Mais il s'assagira, il subira l'influence du milieu.

L'air de l'Académie a eu raison d'esprits au moins aussi brillants que le sien.

ANDRE NEGIS

Au Conseil des Ministres

Le rétablissement de la vie locale des régions libérées. — Contre la tuberculose

Paris, 22 Octobre.

Les ministres réunis ce matin en Conseil à l'Elysée, sous la présidence de M. Poincaré, se sont entretenus de la situation militaire et diplomatique.

M. Lebrun, ministre des régions libérées, au retour d'un voyage dans le département du Nord, a rendu compte des premières mesures prises pour aider au rétablissement de la vie locale dans la région récemment libérée où les populations sont demeurées.

Sur la proposition de M. Louis Mourier, sous-secrétaire d'Etat au Service de Santé, le Conseil a admis la nécessité de déposer, après entente avec le ministre de l'Intérieur, un projet de loi sur la déclaration obligatoire de la tuberculose.

Les avions anglais bombardent Thionville

Londres, 22 Octobre. (Officiel).

Hier après-midi, une de nos escadrilles a bombardé les voies ferrées de Thionville, des coups au but ont été obtenus sur leurs lignes. Un aéroplane ennemi a été détruit.

Les britanniques devant Tournai

SUR TOUT LE FRONT L'ENNEMI TENTE DE RÉSISTER

Paris, 22 Octobre.

M. le président de la République est rentré ce matin du voyage qu'il a accompli dans le Nord.

MM. Delory et Ragheboom, députés de Lille, qui viennent de passer quatre années sous la botte allemande, sont revenus avec lui.

Ils ont été l'objet de chaleureuses acclamations à leur arrivée à Paris.

LA SITUATION

— De notre correspondant particulier —

Paris, 22 Octobre.

Les événements militaires n'ont apporté dans ces dernières vingt-quatre heures aucun changement dans la situation militaire, telle que je l'ai exposée.

L'ennemi opère visiblement un mouvement de retraite générale, suivant un plan qui peut être très bien ordonné, mais qui n'en est pas moins imposé par les circonstances. Pour effectuer ce mouvement sans se laisser enfoncer, sans perdre trop de matériel et aussi trop de prisonniers, l'ennemi contre-attaque violemment sur les points qui sont les pivots de sa ligne de résistance.

En écrivant ceci, je me répète sans doute, mais outre que je ne saurais dire plus, il est bon d'insister sur le caractère d'une manœuvre qui durera quelque temps. L'issue n'en est d'ailleurs pas douteuse. C'est parce que l'Allemagne ne se fait aucune illusion à cet égard qu'elle continue la conversation avec le président Wilson et qu'à travers ses réticences et ses sous-entendus se démêle tout de même son besoin ardent de paix.

MARIUS RICHARD

L'Offensive des Alliés

Communiqué officiel anglais

22 Octobre (après-midi).

Pendant la nuit, à la suite de combats locaux, nous avons avancé notre ligne jusqu'à la rive gauche de l'Ecaillon, au sud de Thiant. La partie ouest de cette localité est entre nos mains.

De nouveaux progrès ont été réalisés par nos troupes entre Valenciennes et Tournai. Sur cette partie du front, la résistance ennemie s'accroît.

Dans le secteur de Tournai, au cours de la nuit, à la suite de durs combats, nous avons chassé l'ennemi du village d'Orcq et des bois situés dans le voisinage de Froyennelles. Nos troupes se trouvent maintenant à moins d'un mille de la ville.

L'avance sur Tournai et sur Gand

Londres, 22 Octobre.

La deuxième armée britannique est maintenant entre la Lys et l'Escaut.

Au nord-ouest de Tournai, les Britanniques ont atteint la ligne de l'Escaut et sont à moins de deux milles de Tournai, qui tombera très prochainement entre leurs mains.

Les Britanniques sont à quelques milles seulement de Saint-Amand et approchent de la forêt d'Aismes que l'ennemi doit probablement tenir.

En Belgique, l'ennemi tient pour le moment le canal de dérivation de la frontière hollandaise jusqu'à la Lys, à Petegem.

Les Français ont pris une tête de pont du canal, à Nevelle, et ont franchi la Lys à Grammens.

Au sud de l'Escaut, les Britanniques ont renforcé leur ligne entre Denain et Le Câteau, et ils sont à trois ou quatre milles du chemin de fer de Denain à Hirson.

Notre avance en Belgique va être exploitée

Londres, 22 Octobre.

On ne perd pas de temps à profiter de l'avantage qui nous est donné par l'abandon de la part de l'ennemi de la côte belge. Une conférence importante à laquelle assistaient les plus hautes autorités navales et militaires, a eu lieu à Londres.

On peut attendre d'ici quelques jours des résultats de la plus grande valeur pour les Alliés. Les amis de Sir Douglas Haig et de l'amiral Wemyss ont remarqué la radieuse bonne humeur de ces deux chefs depuis un jour ou deux.

Une division allemande coupée

Amsterdam, 22 Octobre.

Les postes allemands en sentinelle ont été retirés de Eede pendant la nuit. Les fusiliers marins allemands, qui sont à la frontière, affirment qu'une division entière a été coupée entre le canal de Selzaete et la frontière hollandaise. Ils pensent que cette division recevra à bref délai l'ordre de franchir la frontière.

Pour la première fois, depuis samedi, un avion allemand est apparu ici ; il a essuyé de nombreux coups de feu de la part des Britanniques qui se trouvaient de l'autre côté du canal.

L'évacuation de Bruxelles

Amsterdam, 22 Octobre.

La correspondant du *Handelsblad* à Rosendael, apprend que les Allemands de Bruxelles sont fiévreusement occupés à évacuer leur matériel de guerre. Les principales gares sont encombrées de colis militaires dont nuit et jour on charge les trains.

LA GUERRE EN ORIENT

La Libération de la Serbie

Communiqué serbe

Salonique, 22 Octobre.

Au cours de la journée du 20 octobre, nos troupes ont continué à avancer en combattant.

Nos éléments ont nettoyé d'ennemis la région de Petch, Novi-Bazar, Rachka, capturant plus de 1.500 prisonniers et un matériel considérable.

Les troupes françaises en contact avec la Roumanie

Salonique, 22 Octobre.

L'avanee des troupes françaises à marches forcées au delà de Nich, par la vallée du Timok jusqu'au Danube, est un des plus brillants faits d'armes de l'offensive alliée en Orient. Cette manœuvre hardie et rapide peut avoir les conséquences les plus importantes.

Vidin, ville bulgare sur le Danube, a une centaine de kilomètres environ en aval des Portes de Fer, est un centre de commerce agricole fort actif. C'est le premier point de contact immédiat acquis en attendant les autres par nos armées avec la Roumanie.

La Crise des Transports

POUR ASSURER LE RAVITAILLEMENT ON VA SUPPRIMER DES EXPRESS DE VOYAGEURS

Paris, 22 Octobre.

Par suite du manque de matériel, la crise des transports qui sévit sur tous les réseaux, a pris depuis quelque temps, on le répète chaque jour, un caractère particulièrement aigu. D'autre part, l'état sanitaire du personnel des chemins de fer laisse grandement à désirer. L'épidémie de grippe exerçant ses ravages parmi les mécaniciens et les chauffeurs, où l'on compte près de 30 % de malades.

En présence de cette situation, le gouvernement a cru devoir autoriser les grands réseaux à supprimer provisoirement des trains de voyageurs. Il a donc été décidé qu'à partir du 25 octobre prochain, sauf modification ultérieure, si cette date était trop rapprochée, la circulation des trains express de jour serait suspendue pendant une durée de dix jours. Les locomotives précédemment affectées au service de ces trains, renforceraient ainsi l'effectif des machines réservées pour les trains de marchandises et une circulation continue et intense assurée pendant cette courte période permettrait de faire face aux nécessités des ravitaillements d'ordres divers. Les grandes Compagnies n'ont pas encore arrêté définitivement les dispositions de détail pour l'application de cette mesure qui touche plus particulièrement les réseaux de l'Orléans et du P.-L.-M.

Le réseau de l'Etat n'a que trois grandes lignes sur lesquelles en certains points les trains directs deviennent des trains omnibus. La question du transport des bagages et des colis de toutes sortes devra être également examinée. Au siège de la Compagnie P.-L.-M., rue Saint-Lazare, a été tenue ce matin une réunion au cours de laquelle les directeurs des grandes Compagnies ont exposé leur avis sur la question. Des instructions feront connaître bientôt au public les modifications apportées aux horaires actuellement en vigueur.

LES PROPOSITIONS DE PAIX

La Réponse de l'Allemagne

Washington, 22 Octobre.

La version transmise par télégraphie sans fil de la réponse allemande à M. Wilson est parvenue hier au département d'Etat.

Il ne sera fait aucun commentaire officiel jusqu'à ce qu'on ait reçu le texte officiel.

Ce qu'on en pense à la Chambre

Paris, 22 Octobre.

La réponse allemande à la note du président Wilson est parvenue dans l'après-midi à Paris. Connue peu après à la Chambre, elle y a fait naturellement l'objet de nombreux commentaires.

On était unanime, dans les groupes, à reconnaître que ce document reflète davantage encore que les précédents l'état d'abattement et de démoralisation qui a gagné les populations ennemies, à la suite des victoires ininterrompues des armées alliées. A cet égard, la phrase où le docteur Solf dit que le gouvernement allemand a « confiance que le président des Etats-Unis n'approuvera aucune exigence inconciliable avec l'honneur du peuple allemand et la préparation d'une paix de justice » est particulièrement significative.

Mais on faisait observer en même temps qu'il ne faudrait pas se faire illusion sur cette déclaration, parce qu'elle est faite sur un ton d'humilité inaccoutumée jusque là aux dirigeants de l'Allemagne. La portée en est, en effet, singulièrement amoindrie par ailleurs. Dans son ensemble, la nouvelle note allemande est volontairement équivoque et tortueuse.

M. Wilson n'acceptera que la capitulation de l'Allemagne

New-York, 22 Octobre.

Le correspondant du *New-York Times*, à Washington, dit que le président Wilson n'acceptera rien de moins que la capitulation sans conditions de l'Allemagne. Aucun armistice ne sera accordé, à moins que les garanties exigées par le maréchal Foch ne soient accordées.

Si le gouvernement de Berlin n'est pas prêt à accepter ces conditions, le président Wilson et les Alliés attendront que les victoires actuelles aient porté leurs fruits.

Dans les milieux les mieux informés, on dit que le président Wilson est sur ses gardes et ne se laissera pas prendre aux tours de la diplomatie allemande.

C'est aussi l'avis des hommes politiques américains

Washington, 22 Octobre.

Aussitôt qu'eut été publiée la réponse allemande, le représentant républicain Poindexter a déposé une motion qui doit être présentée à la séance commune du Sénat et de la Chambre. Cette motion propose au Congrès d'interdire de nouvelles négociations entre les Etats-Unis et l'Allemagne, tant que les forces militaires allemandes n'auront pas capitulé sans conditions.

La note allemande mal accueillie en Angleterre

Londres, 22 Octobre.

Dans les milieux bien renseignés, on considère que la réponse allemande constitue, non pas une réponse de fait, mais une simple argumentation augmentée d'une protestation. A l'estime des milieux officiels diplomatiques et politiques, elle ne contient que du verbiage. Un haut fonctionnaire la qualifie de « perfidie mal camouflée ». Le gouvernement n'a pas étudié la réponse dans ses détails, quoique le premier ministre et ses collègues aient eu de longues conférences aujourd'hui.

L'agence Reuter apprend que l'aperçu suivant représente certaines vues rencontrées dans les cercles autorisés, relativement à la situation créé par la réponse allemande au président Wilson :

La note allemande suppose que M. Wilson a exigé l'évacuation des territoires occupés et les Allemands continuent à se baser sur cette supposition. Ce n'est pas le cas et c'est là un point qui devrait être entendu sans équivoque possible. La liberté des mers comme ils l'entendent, ne peut, dans aucune mesure, être acceptée dans la Grande-Bretagne. Il y a diverses questions navales qui ont besoin d'être tirées au clair. D'autres points qui n'ont pas encore été touchés comprennent les questions d'indemnités et de réparations.

Déclaration du président du parti socialiste

Londres, 22 Octobre.

Au sujet de la réponse allemande, M. Hyndman, président du parti socialiste, a dit :

Selon moi la réponse allemande n'est qu'un tour de cartes. J'espère que le président Wilson y répondra brièvement et sévèrement. Si le président Wilson acceptait cette réponse comme base des négociations, il sacrifierait, à mon avis, la position pleine de dignité qu'il s'est acquise.

En Turquie, on préconise la paix séparée

Amsterdam, 22 Octobre.

On mande de Constantinople à la *Gazette du Weser* que les journaux les plus influents continuent à préconiser la paix séparée avec l'Entente. L'opinion publique y était généralement favorable, mais depuis le discours du prince Max de Bade, le parti Union et Progrès reprend des forces et l'opinion aujourd'hui se modifie.

On discute la réforme de la Turquie avec Constantinople comme port libre, les fortifications des Dardanelles rasées, pourvu que les puissances garantissent que Constantinople restera la capitale de la Turquie.

La libération des Belges condamnés

Rome, 22 Octobre.

Le cardinal Mercier vient d'informer le Pape de la communication écrite qui lui a été remise personnellement à Malines par M. von Derlancker, chef politique allemand à Bruxelles et suivant laquelle les Belges déportés ou prisonniers politiques seront libérés dès l'évacuation de la Belgique. M. Wilson et le roi des Belges ont été avisés.

La Journée Parlementaire

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Paris, 22 Octobre.

La séance est ouverte, à 3 h. 15, sous la présidence de M. Deschanel.

La délivrance de Lille

MM. Delory et Ragheboom, députés du Nord, font leur apparition dans la salle des séances. Ils sont acclamés et des applaudissements unanimes éclatent sur tous les bancs. Tous deux s'asseyent à leur place, à l'Extrême-Gauche, où leurs collègues viennent les féliciter.

M. Deschanel. — En arrivant hier à Lille, j'ai eu la tristesse de m'entendre confirmer la mort de notre collègue Ghesquière. Il a expiré avant la délivrance de Lille, à la veille de l'effondrement du militarisme prussien.

Le président fait un long et éloquent éloge de l'orateur populaire qu'était M. Ghesquière.

M. Deschanel flétrit encore la barbarie allemande qui restera l'esclavage d'il y a vingt siècles. Il adresse l'hommage du Parlement à cette nouvelle victime de l'atroce cruauté germanique. (Applaudissements unanimes).

Le président prononce l'éloge funèbre de Maurice Rontin, député de Nérac (Lot-et-Garonne), mort à 35 ans, victime de l'épidémie de grippe.

M. Deschanel se tourne vers MM. Delory et Ragheboom et leur adresse les félicitations du Parlement pour le courage avec lequel leurs compatriotes et eux supportèrent depuis quatre ans et demi les souffrances physiques et morales que les Allemands leur imposèrent avec des raffinements de cruauté.

M. Deschanel termine en affirmant que la victoire définitive à laquelle nos populations des régions envahies auront puissamment contribué assurera le châtiment des auteurs de ces lâches cruautés. (Vifs applaudissements sur tous les bancs.).

M. Delory, député de Lille, monte à la tribune. Après avoir remercié la Chambre de sa sympathie, il exprime le vœu que son collègue Enghels, qui a encouru trois ans de prison en Allemagne pour n'avoir pas su cacher son indignation en présence de la barbarie allemande, soit bientôt délivré par notre victoire définitive. (Applaudissements.).

M. Delory déclare qu'il n'est pas possible de dénoncer tous les crimes allemands.

M. Delory exprime divers vœux des villes envahies par l'ennemi pour leur prompte reconstruction, et notamment la loi sur l'expropriation par zones. La plaine de Lens ressemble à un immense entrepôt d'un entrepreneur de démolitions. Pas une seule maison n'est intacte.

M. Delory fait appel au maintien de l'union de tous les partis pour obtenir justice de ces crimes.

M. Ragheboom dit que des soldats allemands ont violenté des femmes de Lille et martyrisé des enfants. Il dépeint les souffrances physiques de la population lilloise qui ne demande plus qu'une chose : les moyens de rester dans ses foyers. (Applaudissements.).

La Chambre vote par acclamation l'affichage des allocutions de MM. Deschanel, Delory et Ragheboom.

L'ordre du jour appelle la discussion de la proposition de résolution de M. Edouard Barthe et plusieurs de ses collègues tendant à organiser la fabrication de fourrages mélassés pour le ravitaillement de la cavalerie, agricole et du cheptel français.

M. Mauger demande au ministre du Ravitaillement de vouloir bien utiliser certains sous-produits animaux pour la nourriture du cheptel. Le texte de la Commission est adopté.

La séance est levée à 5 h. 50 et renvoyée à jeudi.

SÉNAT

Paris, 22 Octobre.

La séance est ouverte, à 3 h. 20, sous la présidence de **M. Antonin Dubost.**

La libération des départements occupés

M. Antonin Dubost prononce le discours suivant:

Mes chers collègues, jour par jour, victoire par victoire, ville par ville, la Patrie se libère de l'invasion, dernière souillure de son sol sacré ! Lille, Douai, Roubaix, Tourcoing, Laon, Saint-Quentin, salut à votre retour, actives ouvrières, puissants travailleurs de la France. Nous ne sentions plus le souffle ardent de vos forges. Nous n'entendions plus l'infatigable mouvement de vos métiers. Nous ne moissonnions plus vos plaines, riches de votre labeur autant que de la nature, et nous nous en sentions bien diminués.

Salut à vous, foules misérables de martyrs et d'esclaves, troupeaux sublimes de vieillards, de femmes et d'enfants qui cherchez aujourd'hui la poussière de vos foyers et la trace de vos villages. Demain, salut à vous, Metz et Strasbourg, nos filles les plus douloureuses et les plus longtemps attendues.

Mes chers collègues, permettez-moi l'émotion d'un souvenir personnel. J'ai assez vécu pour avoir assisté au spectacle de nos défaites, il y a quarante-huit ans, et pour saluer maintenant cette justice immanente qu'annonçait Gambetta; mais le succès ne me fait pas oublier ceux qui sont morts vaincus et désespérés ! C'est en leur nom que je vous demande de faire rendre à la victoire toute sa force de châtiment et de réparation, en même temps que toute sa vertu de justice définitive.

Discours de M. Stephen Pichon

M. Pichon, ministre des Affaires Etrangères, répond au président du Sénat.

Le gouvernement, dit-il, s'associe aux nobles paroles qui viennent d'être prononcées par M. le président du Sénat. La libération de nos cités, reprises à l'ennemi après une occupation de quatre

1.542e JOUR DE GUERRE

Communiqué officiel

Paris, 22 Octobre.

Le gouvernement fait, à 14 heures, le communiqué officiel suivant :

Au nord de l'Oise, nuit marquée par une grande activité de l'artillerie ennemie.

Entre l'Oise et la Serre, un coup de main ennemi, à l'est de Catillon-du-Temple, n'a pas obtenu de résultat.

Sur le front de la Serre, nous avons recommencé notre progression.

Nos troupes ont atteint la voie ferrée au nord-est de Assis-sur-Serre, ainsi que la ferme Saint-Jacques, au nord-ouest de Chalandry.

A l'ouest de Château-Porcien, activité des deux artilleries.

Sur les plateaux à l'est de Vouziers, la lutte engagée hier a diminué d'intensité.

Il se confirme que les attaques menées dans la journée d'hier par les Allemands ont été très violentes. Nous avons identifié des éléments appartenant à sept divisions.

Ce matin, une tentative allemande sur la ferme La Pardonne a totalement échoué.

Dans les Vosges, nos patrouilles ont ramené des prisonniers dans la région du col du Bonhomme.

Feuilleton du *Petit Provençal* du 23 octobre

— 87 —

CRUELLE ERREUR

DEUXIEME PARTIE

— En êtes-vous sûr ?

— Tout à fait.

— Eh bien, vous êtes mal renseigné, voilà tout.

— Que dites-vous ?... Mme Marguerite n'était-elle pas engagée par la maison impériale pour une série de concerts à la cour ?

— Elle est revenue en France tout récemment. Croyez-moi, je suis parfaitement au courant de ses allées et venues.

Cette déclaration ferme stupéfia M. Alexis et le notaire, encore incrédules.

Dubreuil poursuivait :

— Néanmoins, je vous laisse le soin de la voir, si c'est possible. Et je vous remercie sincèrement, tous deux, de votre dévouement.

Reproduction autorisée seulement pour les journaux ayant traité avec la Société des Gens de Lettres.

En achevant, Maurice Dubreuil se leva, prêt à prendre congé.

A ce moment précis, deux coups légers retentirent à la porte du cabinet.

Le notaire s'en fut entre-bâiller légèrement le vantail, demanda sévèrement au domestique qui lui tendait une carte :

— Pourquoi me dérangez-vous ?

— Monsieur, la personne insiste avec une telle autorité que je n'ai pu refuser de vous transmettre sa carte.

Me Galtier n'écoutait déjà plus.

Ses yeux, agrandis par la plus extrême surprise, demeuraient obstinément rivés sur le bristol.

Il tourna lentement la tête à l'intérieur de son cabinet, fixa sur Maurice Dubreuil un regard indéfinissable, où se lisait de l'hésitation, de la crainte, une sorte de pitié.

Enfin, il ordonna :

— Priez d'attendre. Lorque je sonnerai deux coups, vous ferez entrer.

Puis il referma sa porte, poussa le verrou. Et, sans parler, il tendit la carte de visite à Maurice Dubreuil.

— Elle, elle, ici !... s'écria celui-ci, dont la face pâlit sous l'intensité de l'émotion éprouvée.

« Ah ! vous voyez bien que je ne me trompais pas. »

Il reprit, s'exaltant :

— Vous allez la recevoir, n'est-ce pas ? Vous allez l'entendre, savoir ce qu'elle veut, ce qu'elle va vous apprendre, peut-être ?... Il le faut, il le faut absolument.

— Oui, oui, je vais la recevoir, affirma Me Galtier. Cependant votre présence me gêne.

— Pourquoi ?... Pourquoi voulez-vous m'empêcher de la voir, de l'entendre, moi aussi ?

« N'est-ce pas un hasard, une chance inespérée, providentielle ? Ah ! Galtier, Galtier, je vous en conjure !

— Qu'en pensez-vous, monsieur Alexis ? demanda le notaire, sans répondre directement à Maurice.

— Mon avis est en partie conforme au votre. Je dis en partie seulement. Je crains en effet qu'une rencontre non préparée soit très pénible pour M. Dubreuil.

« Cependant, s'il ne doit pas être mis immédiatement en présence de Mme Marguerite de Bresles, rien ne s'oppose à ce qu'il puisse l'entendre.

— Comment concilier ces deux avis ? objecta Me Galtier, perplexe.

— N'avez-vous pas ici une cachette quelconque, un endroit où il soit possible de se dissimuler ?

Maurice Dubreuil attendait, anxieux, la décision de l'officier ministériel.

Celui-ci examinait son cabinet d'un regard circulaire.

— Là, dit-il enfin, en désignant un grand placard fermé à clé.

Maurice Dubreuil ouvrit la porte du réduit, y jeta un prompt coup d'œil, pénétra résolument dans l'intérieur et s'y tint adossé, entre des piles de dossiers ficelés et poussiéreux.

M. Alexis repoussa vivement la porte sur lui, sans la fermer complètement, tout en recommandant d'une voix contenue :

— Pas un mouvement, pas un mot, à moins d'un appel formel de notre part.

Puis, se tournant vers le notaire, il ajouta :

— Je reste, je suis votre principal clerc. Et surtout, mon cher maître, du sang-froid.

Me Galtier toucha deux fois le timbre électrique placé sur son bureau.

La porte ouverte livra passage à l'Inaccessible.

Le notaire se leva, présenta tout de suite M. Alexis.

— Mon principal et mon futur successeur pour qui mon étude n'a pas de secrets.

« Veuillez vous asseoir, madame, nous vous écoutons.

— Monsieur, j'irai droit au but. Vos instants sont précieux et les circonstances impérieuses.

« Sous l'appellation de la « Grande Marguerite », appellation que vous connaissez peut-être, comme étant celle d'une artiste connue j'ai dissimulé ma véritable personnalité.

— Celle de l'ex-madame Dubreuil ? fit remarquer le notaire.

— Comment avez-vous pu deviner cela ?

— Vous avez été devinée, madame, il y a bientôt deux mois, par une personne qui, jadis, vous connut beaucoup. Et je fus informé, dès le lendemain de cette reconnaissance douloureuse, par l'intéressé lui-même

« Parlez donc sans craintes, sans détours !

Le sujet qui doit vous amener ici fait en ce moment même l'objet de nos plus vives préoccupations.

Marguerite de Brasles, surprise et déconcertée par ce début, regarda tour à tour le notaire et son pseudo-principal.

Ce dernier observa :

— N'étiez-vous pas en Russie, tout dernièrement, madame ?

— En effet, vous êtes parfaitement renseigné, messieurs. J'en suis revenue depuis trois jours seulement, appelée par une amie. Celle-ci, après avoir fait éclore en mon esprit et en mon cœur le plus cher, le plus tendre de tous les espoirs, m'a causé la plus cruelle, la plus horrible déception.

« Depuis ce douloureux moment, je suis absolument désorientée, déchirée par les plus terribles angoisses.

« Je cherche ma fille, messieurs, ma chère petite Jeanne qu'un misérable m'enleva, il y a près de quinze ans. Oui, ma fille, que l'on devait enfin rendre à ma tendresse maternelle.

— Je ne me trompais pas, remarqua Me Galtier.

« Ainsi vous aviez découvert des traces de cette malheureuse enfant, comme nous-mêmes, et aussi celui dont nous sommes les mandataires.

— Celui dont vous êtes les mandataires ? répéta la cantatrice, dont l'étonnement croissait.

— Sans doute, repartit l'officier ministériel. Car, si vous venez ici, c'est évidemment en vous souvenant que je fus le notaire de M. Dubreuil.

— En effet, j'ai retrouvé dans ma mémoire, jadis obscurcie par une affreuse maladie, votre nom et votre adresse.

« Mais, je vous en prie, monsieur, ne me parlez pas de l'homme maudit, du misérable criminel qui brisa ma vie, celle de mon enfant !

— Ce criminel s'est repenti, madame. Il souffre comme vous, il souffre atrocement et s'efforce de réparer le désastreux passé. Il cherche sa fille, lui aussi, pour vous la rendre, pour obtenir enfin votre pardon.

— Oh ! cela, jamais ! j'ai trop souffert pour pardonner ! jeta Marguerite de Brasles, la voix vibrante de haine.

M. Alexis intervint habilement :

Laissons de côté, pour le moment, la personne de M. Dubreuil. Plus tard, s'il y a lieu, nous en reparlerons.

Puis, s'adressant au notaire :

— Voulez-vous me permettre d'interroger moi-même Mme Marguerite de Brasles, mon cher maître ?

(La suite à demain.) HENRI GERMAIN.

années, qui ont été quatre années de martyre et d'esclavage, est le point de départ de la libération totale et sûre de notre pays. (Vives approbations.).

Avant peu de temps la France aura recouvré tout son territoire. Il lui sera rendu couvert de ruines, pillé, dévasté, saccagé, ensanglanté. Les malheureuses populations qui ont survécu aux douleurs et aux supplices de l'invasion allemande, seront les témoins irrécusables des crimes dont un ennemi sans foi ni loi s'est rendu coupable et qu'il répudie aujourd'hui cyniquement dans sa défaite pour essayer de se soustraire à leur expiation. (Applaudissements.).

Elles diront ce qu'elles ont subi en gardant au fond de l'âme, plus vivant et plus ardent que jamais, l'amour de la Patrie, qui leur était d'autant plus sacrée qu'elle la sentaient menacée des plus grands dangers. Elles diront qu'elles n'ont jamais douté de sa victoire, même aux heures des pires angoisses et qu'elles ne regrettent pas d'avoir été martyrisées pour elle puisqu'elles la retrouvent plus grande, plus forte et plus glorieuse qu'au moment où elles ont été séparées d'elle par le malheur.

Elles attendront en toute certitude les réparations qui leur sont dues, continue M. Pichon. Les restitutions auxquelles sera condamné l'ennemi, qui avait rêvé de nouvelles conquêtes, les garanties qui seront exigées de lui en exécution d'une parole à laquelle il a prouvé qu'on ne pouvait croire. La paix de justice qui doit restaurer le droit et l'organiser dans le monde entier. Gloire, Messieurs, à ces populations françaises. Elles ont mérité, par leur fidélité et leurs souffrances, une place à part dans notre cœur. (Applaudissements).

Gloire aussi aux populations de la Belgique, qui, renouvelant les immuables traditions de leur race, ont donné sous la domination étrangère dénée par elles pour ne pas forfaire à l'honneur, l'exemple des plus hautes vertus civiques. (Nouveaux applaudissements). Nous nous rapprochons du terme des sacrifices qui nous ont été imposés par une agression sauvage, dont les auteurs cherchent en vain à rejeter par des balbutiements de mensonges, la responsabilité qui les accable.

Une fois de plus, la haute sagesse du président Wilson saura déjouer tous ces calculs. (Bravos). Ce sera bientôt la France entière qui glorifiera, dans la personne de ses soldats et de leurs chefs, des soldats et des chefs alliés, la libération de son sol, les restaurateurs de son unité détruite par la violence, les artisans impérissables d'une œuvre sans égale dans l'histoire de l'humanité. Elle fera dans cette glorification, dit en terminant M. Pichon, la part qui revient aux représentants de la nation qui, par leur action vigoureuse et circonspecte, leur contrôle scrupuleux et incessant, ont donné au gouvernement l'autorité nécessaire pour l'accomplissement de sa tâche et fourni à ceux qui nous conduisent intrépidement à la victoire, tous les moyens de l'assurer. (Applaudissements unanimes et répétés).

Les dévastations allemandes dans le Nord

M. Hayez fait le récit des dévastations qu'il a pu constater, puis il dépose le projet de résolutions suivant, signé de plusieurs de ses collègues : « Le Sénat charge ses Commissions des finances, de l'armée, de la marine et des affaires étrangères de désigner des délégués chargés de constater l'état dans lequel les villes occupées par les Allemands ont été laissées par eux à leur départ ; il insiste sur la nécessité d'envoyer des délégués de la Commission des affaires étrangères qui aura à étudier les conditions de la paix future. »

M. Boudenoot parle plus spécialement du bassin houiller du Pas-de-Calais, qui n'est que ruines. Lens, notamment, n'apparaît plus, mais seulement l'endroit où fut Lens. Tout le reste du bassin houiller a été systématiquement détruit par l'ennemi.

Il demande la nomination d'une Commission de vingt-sept membres chargée d'examiner tous les projets et propositions relatifs aux questions minières.

L'ancien maire de Cambrai, **M. Bersez**, raconte le martyre de la ville.

Après une discours de M. Montfeuillard, qui parle des dévastations du département de la Marne, **M. Charles Debierre** fait un navrant récit des ruines amoncelées par les Allemands dans la ville de Lille.

Le projet de résolution de M. Hayez, mis aux voix, est adopté à l'unanimité.

Le Sénat aborde son ordre du jour.

M. Henri Michel dépose une demande d'interpellation sur le programme de gouvernement, en ce qui concerne l'organisation de la pêche en France, ainsi que sur la reconstitution et le développement de notre marine marchande. Cette interpellation sera discutée le 15 novembre.

Le Sénat adopte ensuite les conclusions du rapport de M. Milliard, autorisant de nouvelles poursuites contre M. Charles Humbert.

La séance est renvoyée à jeudi prochain, 24 octobre, 4 heures.

La séance est levée à 5 heures.

Faculté des Sciences de Marseille

BACCALAUREAT

Sont admis à subir les épreuves orales :

1re partie D (sciences langues vivantes). — M. Alihaud, Mlle de Baillehache, MM. Bert, Catier, Constant, Cotton, Courbey, Dutard, Garcin, Geoffroy, Gilli, Lauqué, Lofficier, Lubrano, Malrait, Marrot, Maurin, Mlle Maurou, MM. Moullerac Albert, Moullerac Jean, Mlle Naymarck, MM. Paez, Pascal, Pietri, Prat, Sauve, Scalabre, Sibuet, Simitch.

Anciens admissibles : MM. André, Audoly, Barre, Champaud, Chevalier, Dodero, Ferrier, Godefroi, Laugier, Marcellin, Merle, Pernot, Seveirac.

Les épreuves orales de la 1re partie auront lieu le samedi 26 octobre, à 8 heures, rue Reynard, 72, à Marseille.

2e partie M (mathématiques). — MM. Argenti, Blanc Lucien, Boulx, Bravet, Cartier, Chaile, Coumes, Faraud, Fournier, Mme Frager, Mlles Garnier, Goiran, MM. Henry Georges, Hugues, Layrac, Maillet, Mandin, Ollivier, Pagnon, Relotius, Mlle Santet, MM. Sarlin, Simon, Taimon, Tordo.

Anciens admissibles : MM. Azibert, Bertrand Lucien, Boquien, Chaix, Chauve, Ganyaire, Grand, Guillen, Limozin, Poussel, Thomas.

Les épreuves orales de la 2e partie M auront lieu le lundi 28 octobre, à 8 heures, rue Reynard, 72, à Marseille.

Marseille et la Guerre

La cérémonie du 1er novembre

Le Souvenir Français et la Pitié Suprême rappellent aux Sociétés désireuses de participer à la cérémonie du 1er novembre, qu'elles organisent comme tous les ans depuis la guerre, de vouloir bien se faire inscrire à la Pitié Suprême, 2, rue Paradis, et d'envoyer des délégués à la réunion préparatoire qui aura lieu le 25 du courant, et à 5 h. 30, au Syndicat d'Initiative de Provence, et non à 7 h. 30 comme il avait été précédemment annoncé.

Le retour des réfugiés belges

Le consulat de Belgique à Marseille nous communique la note suivante :

Eu égard aux brillants succès remportés par les armées belges et alliées, les réfugiés belges envisagent la possibilité d'un prochain retour au foyer. Certains d'entre eux se mettent même déjà en route vers Paris ou les chefs-lieux des départements, s'exposant à de vaines et lourdes dépenses, ou se mettant ainsi à charge des institutions charitables belges ou françaises déjà surchargées.

Le gouvernement belge doit mettre ses compatriotes en garde contre cette précipitation excessive, contraire à leur intérêt bien compris.

Il croit utile de leur faire savoir que leur rapatriement sera nécessairement subordonné à des accords à conclure avec le gouvernement français, au rétablissement des communications et à l'organisation du ravitaillement dans les territoires reconquis.

Le rapatriement doit être une opération méthodique, dirigée par les autorités responsables et non pas un retour entrepris dans le désordre, au gré des initiatives individuelles.

Des délais sont donc indispensables. Ils représentent un dernier sacrifice que les réfugiés doivent sagement supporter. Ceux qui voudraient s'en affranchir en se mettant en contradiction avec les instructions des autorités françaises et belges, s'exposent aux pires mécomptes.

Les mesures qui seront prises en vue du rapatriement seront portées en temps utile à la connaissance du public.

Un office de rapatriement fonctionnera prochainement à Paris, Londres et La Haye. Les intéressés y trouveront tous les renseignements et le concours nécessaires.

Le paiement des allocations

Le paiement des allocations de la période de trente jours, du 14 septembre au 13 octobre 1918, aura lieu le jeudi, 24 octobre, de 9 à 16 heures, dans les perceptions de la ville, suivant les indications ci-après :

La perception du boulevard des Dames, n° 68, paiera 2.251 à 2.300 du 3e canton ; 2.251 à 2.600 du 4e canton.

La perception de la rue du Coq, 17, paiera les retardataires.

La perception de la rue Paradis, 118, paiera 4.501 à 5.250 du 11e canton.

Permissions pour l'étranger

Le ministre de la Guerre vient, par télégramme, d'indiquer aux commandants de région, que les permissions pour l'étranger demeurent suspendues sauf pour l'Angleterre et l'Italie.

THÉATRES, CONCERTS, CINÉMAS

OPÉRA. — Demain, *Louise*, avec le ténor Angel, Mlle Helbronner et Jane Bourgeois et M. Billot.

GYMNASE. — A 8 h. 30, *Les Mousquetaires au Couvent* avec Mlles Maud Deloor et Gaïma ; MM. du Pond, Chancel, Tilly, etc. etc.

VARIETES. — A 8 h. 30, la revue *A la Riche*, qui fait courir tout Marseille.

LE OUISTITI. — A 8 h. 30, René de Buxeuil, Paul Daubry, Sketch de Paul d'Estoc.

PALAIS-DE-CRISTAL. — Ce soir, à 8 h. 30, Pélissier, Béria, Jane and Partner, Fanette et Bayo.

ALCAZAR LEON DOUX. — A 8 h. 30, la nouvelle troupe avec Polin et 10 numéros sensationnels.

Notules Marseillaises

La Viande est chère

Notre ancien préfet, M. Schrameck, vient de taxer la viande de bœuf, à Madagascar. Il a fixé à 1 fr. 10 le prix du kilo sans os, de la meilleure qualité, et à un franc avec os.

Pendant ce temps, à Marseille, comme partout en France, les bouchers vendent de 8 à 10 francs la viande de bœuf. On prête au ministre du Ravitaillement l'intention d'agir sévèrement contre tous ceux qui n'appliquent pas la taxe. Il serait temps, en vérité, que l'on intervint pour refréner le sans-gêne de certains bouchers. C'est à prendre ou à laisser ; il n'y a pas de taxe qui tienne, et fut-elle municipale ou préfectorale, on la traite, derrière l'étal, avec le plus profond dédain.

Il devrait pourtant y avoir moyen de limiter les bénéfices excessifs réalisés sur la bourse des consommateurs.

Chronique Locale

En l'absence de M. le président Artaud, M. Emile Lombard, vice-président de la Chambre de Commerce de Marseille, vient d'adresser le télégramme suivant à M. Louis Guérin, membre de la Chambre de Commerce de Lille, président du Comité de l'Alimentation de la France envahie, dont l'émouvante conférence, donnée le 25 janvier dernier, au Palais de la Bourse, en faveur de ses malheureux compatriotes, est encore présente à toutes les mémoires :

Chambre Commerce Marseille qui se souvient avec émotion de votre visite en janvier dernier vous adresse chaleureuses félicitations pour délivrance de votre grande cité, présage libération totale de la belle région du Nord et vous prie vouloir bien en transmettre l'expression à votre président et à vos collègues.

Un train spécial amenant des blessés des formations sanitaires de l'avant, est arrivé dans notre ville hier à midi. Ils ont été répartis aussitôt dans divers hôpitaux.

Conseil de guerre. — Ouvriers à l'arsenal de Toulon, M. C..., M. L..., C. E... et A. M... étaient traduits hier, devant le premier Conseil de guerre, sous l'inculpation de violences à agents et de cris séditieux. Après plaidoiries de Mes Nathan, Bourgeois, de Toulon, et Natalini, le Conseil les a condamnés tous quatre à un mois de prison, M. C... et M. L... à 50 francs d'amende et C. E... à 500 francs.

Cour d'Assises des Bouches-du-Rhône. — Dans l'audience d'hier, trois cambrioleurs qui pendant la nuit du 29 avril dévalisèrent le domicile de Mme Icard, boulevard de la Blancarde, ont été condamnés à 5 ans de prison et 5 ans d'interdiction de séjour. Après une affaire d'attentat à la pudeur, le jury a eu à se prononcer sur une affaire d'abus de confiance. Un nommé Camille Kieffer, 28 ans, entra, en septembre 1916, au service de la Société d'Alimentation Générale, comme directeur de la succursale de Marseille. Deux mois après, il s'appropriait déjà des sommes revenant à la Société. Dans l'espace de quinze mois, il détourna la somme globale de dix-sept mille trois cent soixante-six francs trente centimes. Par un jeu d'écritures il cherchait à masquer ses agissements. Il a été condamné.

Un caporal se tranche la gorge. — Hier matin, au reçu d'une lettre, un caporal du 141e de ligne s'est grièvement blessé à la gorge d'un coup de rasoir. Il a été transporté dans un état alarmant à l'hôpital militaire.

Par délibération du Tribunal de Commerce de Marseille, en date du 12 octobre, MM. Eyraud Jean-Henri, Bourdet Justin et Vernet Paul ont été inscrits sur la liste des courtiers de marchandises. Ils ont prêté serment à l'audience d'hier.

Sous-agents des P. T. T. — Il est rappelé aux adhérents que le groupe marseillais de l'A. G. des sous-agents se réunira aujourd'hui, à 17 h. 30, rue du Chevalier-Roze, 29, pour le compte rendu de mandat de ses délégués au Congrès de l'Association.

Ecole primaire supérieure Victor-Hugo. — Quelques places étant vacantes dans les différentes années d'études, un concours supplémentaire aura lieu samedi, 26 octobre, à 8 heures du matin, au siège de l'école. Les candidats se trouvant dans les conditions réglementaires peuvent se faire inscrire avant vendredi soir.

Les vieillards, infirmes et incurables assistés en vertu de la loi du 14 juillet 1905 sont informés que les paiements auront lieu aujourd'hui, de 9 heures du matin à 4 heures du soir, sans interruption, pour les assistés des 6e et 7e cantons, et demain pour ceux des 8e et 9 cantons.

Etat civil. — L'état civil a enregistré dans la journée d'hier 26 naissances, dont 6 illégitimes, et 90 décès.

Etudiants étrangers. — Un examen spécial, réservé aux étudiants d'origine étrangère qui se trouvent dans les conditions prévues par l'article 5, paragraphe 3 de l'arrêté du 5 janvier 1912, aura lieu au siège de l'Université d'Aix-Marseille le lundi 18 novembre. Le registre des inscriptions, ouvert au secrétariat de l'Académie d'Aix, sera clos le 28 octobre, à 4 heures du soir.

Au tribunal correctionnel. — L'Arabe Mohamed ben Ahmed, qui enleva, boulevard Baille, la sacoche d'une passante, Mme Balon, est condamné à 15 mois de prison et à la rélégation.

Giacobi Attilio a volé 560 francs et des bijoux dans une chambre meublée de la rue Thiars: huit mois de prison.

Salvator Secchi a été trouvé porteur d'un faux certificat de réforme de l'armée italienne : un an de prison. Son complice, Giuseppe Dettori, est condamné par défaut à six mois de la même peine.

Service des charbons. — Par décision de M. le maire, la maison William, Cros et Cie est chargée de la réception et de la mise en magasin des charbons attribués à la ville de Marseille, pour les besoins administratifs et le foyer domestique. On peut également déposer dans ses bureaux, rue du Musée, 28, les demandes de carnet de charbon.

Autour de Marseille

AUBAGNE — *Au Conseil des adjoints.* — Le Conseil des adjoints, qui s'est réuni hier matin mardi, sous la présidence de M. le maire, s'est occupé des pâtes alimentaires, du pétrole, d'une revendication de M. Paul Monier, concernant nos forêts communales et de plusieurs autres affaires. Il a dû ensuite accepter les propositions de M. Bizalion, au sujet d'une réglementation nouvelle des heures de distribution du gaz aux particuliers. A partir d'aujourd'hui mercredi, cette distribution aura lieu aux heures suivantes : le matin, de 5 h. 30 à 8 h. et de 10 h. 30 à 1 heure. Le gaz sera remis à la tombée du jour jusqu'à 10 h. du soir.

Les Mutilés. — Les « Mutilés » et les « Veuves de la guerre, orphelins et ascendants » ont ouvert une souscription publique dont le montant sera affecté pour secourir des prisonniers sans familles et orner de couronnes le monument de la nécropole. La première souscription qu'ils viennent de recevoir, accompagnée d'un billet de cinq francs, est ainsi conçue : « Une mère, en souvenir de son fils disparu ». « C'est d'ailleurs à l'intention de mon enfant chéri que je vous adresse ma moheur s'il est encore de ce monde.

heur s'il est encore de ce monde. »

Que vave ce brave, pour que les sentiments si délicats exprimés par une mère, reçoivent leur récompense.

Le Mouvement ouvrier

CONVOCATIONS

Syndicat du bâtiment. — Conseil, ce soir, 8 h., congrès, Commission mixte, etc.

COMMUNICATIONS

Parti socialiste S. F. I. O. (1re section). — Demain soir, à 6 h. 30, bar de la Poste, assemblée générale. Ordre du jour : compte rendu du Congrès National et du Congrès Départemental. — Le secrétaire : *Corbani.*

Bulletin Financier

Paris, 22 octobre. — L'emprunt attire la plus grande partie de l'argent liquide sur notre place et naturellement la Bourse fait preuve de manque d'activité. La tendance en est un peu affectée et l'on note aujourd'hui une légère indécision surtout générale sur le marché en banque. Il est vrai que, sur cette partie de la cote, on parle de la liquidation d'une grosse entreprise industrielle. Nos rentes demeurent fermement tenues ainsi que les actions de nos chemins de fer. Après leurs récentes avances, les actions de nos grands établissements de crédit supportent quelques prises de bénéfices assez facilement absorbées d'ailleurs. Le groupe russe est irrégulier.

DE 9 HEURES DU SOIR A 4 HEURES DU MATIN

DERNIERES DEPÊCHES DE LA GUERRE

PAR FIL SPECIAL

LA GUERRE EN ORIENT

Sur le Front de Macédoine

Communiqué officiel

Paris, 22 Octobre.

Communiqué officiel de l'armée d'Orient du 21 octobre 1918 :

Les forces françaises, parvenues sur le Danube, à Lompalanka, se sont emparées d'un convoi de chalands ennemis, chargés de marchandises et de farine.

Au nord d'Aleksinatz, les forces serbes ont progressé, malgré une très forte résistance de l'ennemi. Leur cavalerie, par une pointe hardie, est parvenue dans la région, à l'est de Paracin, capturant une partie du convoi du quartier général de la 217e division allemande, dont les archives et les bagages du général von Gallwitz, commandant la division.

Dans la région d'Ipek-Novi-Bazar, des détachements de comitidja serbes et monténégrins, appuyés par des éléments français, ont capturé, au cours de combats avec des forces austro-allemandes en retraite, plus de quinze cents prisonniers et un butin important.

LES PROPOSITIONS DE PAIX

La réponse de l'Allemagne

Le texte officiel arrivé à Washington

Washington, 22 Octobre.

Le texte officiel de la réponse de l'Allemagne, a été reçu dans la matinée à la légation de Suisse.

L'Allemagne et les Dévastations

Une Commission neutre d'enquête

Paris, 22 Octobre.

Le service allemand de propagande communique l'information suivante :

Pour faire une enquête sur la véracité des accusations relatives aux dévastations et aux destructions opérées sans objet pendant la retraite des troupes allemandes, une Commission composée des représentants neutres habitant Bruxelles, s'est rendue au front. Le baron von der Lancken, ambassadeur et chef du département politique à Bruxelles, a assumé la conduite de cette Commission.

La réparation des dommages dans les pays envahis

Londres, 22 Octobre.

A la Chambre des Communes, sir Frederick Hall demande si, en raison des assurances données par les gouvernements alliés, aux termes desquelles les conditions de la paix assureront la liberté complète et l'indépendance des Yougo-Slaves, des Tchéco-Slovaques et des Polonais, actuellement sous la domination allemande, ainsi qu'une rectification satisfaisante des frontières, les représentants de ces peuples seront entendus lors des règlements qui interviendront à leur sujet.

M. Bonar Law dit que la réponse est affirmative pour ce qui concerne le gouvernement britannique.

Sir Frederick Hall demande quel est le montant total des contributions imposées par l'Allemagne aux villes de France, de Belgique et des autres pays envahis, et si le remboursement de ces sommes, avec les intérêts, constitue une des conditions de paix des Alliés.

Lord Robert Cecil répond : « Je ne suis pas en mesure de donner des chiffres, mais la pleine réparation des dommages subis constitue un des buts de guerre des Alliés ».

La Réponse du Président Wilson à l'Autriche

Un communiqué autrichien

Bâle, 22 Octobre.

Un commentaire officieux de Vienne sur la réponse du président Wilson, la présente comme ne répondant pas à la question précise posée par l'Autriche à ses propositions de paix. Il sera, par suite, nécessaire de demander encore une fois à M. Wilson, quelle est son attitude relativement à la question principale, qui est celle de la fixation de l'armistice et du rétablissement de la paix.

Le communiqué dit en outre voir une contradiction entre les raisons données par le président Wilson pour justifier son refus de prendre les propositions autrichiennes en considération, et la réponse faite par l'Amérique le 15 septembre, à la proposition de paix du comte Burian, et d'après laquelle il avait déjà établi son programme de paix. En ce moment, en effet, s'étaient déjà produits les événements que signale la réponse de M. Wilson, à savoir la reconnaissance des Tchéco-Slovaques comme belligérants, et celle du Conseil national tchéco-slovaque à Paris comme représentation qualifiée de l'Etat tchéco-slovaque.

Dans la Magistrature

Paris, 22 Octobre.

Sont nommés : juge à Bordeaux, M. Vagnair, substitut à Toulon ; substitut à Toulon, sur sa demande, M. Fèvre, procureur de la République à Largentière ; procureur de la République à Thonon, M. Fabre, substitut à Avignon ; substitut à Avignon, sur sa demande, M. Roux, substitut à Valence ; substitut à Montpellier, sur sa demande, M. Labraque-Bordenave, procureur de la République à Orange.

Malgré sa résistance l'ennemi recule toujours

Les Britanniques sont entrés dans les faubourgs de Valenciennes

Communiqué officiel

Paris, 22 Octobre.

Le gouvernement fait, à 23 heures, le communiqué officiel suivant :

Sur le front de la Serre, nous avons contraint l'ennemi à un nouveau recul. Malgré la défense obstinée de ses mitrailleuses, nous avons pris Chalandry et Grandlup. Notre ligne borde la Serre jusqu'à Mortiers, passe aux lisières de Froidmont, Cohartille, et suit, plus au Sud, le canal de la Buze.

Dans la matinée, les Allemands ont renouvelé, à deux reprises, leurs attaques à l'est de Vouziers. Ils ont été partout repoussés.

Les troupes tchéco-slovaques, engagées en liaison avec nos éléments, ont repris le village de Terron, qui était tombé momentanément aux mains de l'ennemi.

En Alsace, un fort détachement ennemi a tenté, à trois reprises différentes, d'aborder un de nos centres de résistance, au nord de Thann. Il a été rejeté.

AVIATION

Le 21 octobre, malgré le temps très défavorable, dans la région ouest du front et en Flandre, nos équipages d'observation ont fourni un important travail de reconnaissance et de surveillance de l'arrière-front ennemi. Deux avions ennemis ont été abattus et un ballon incendié.

Mettant à profit une courte éclaircie au début de la nuit, nos bombardiers ont lancé dix-huit mille huit cents kilos de projectiles sur d'importantes jonctions de voies ferrées, et, en particulier sur les gares de Longuyon, Stenay, Hirson, Vervins, Marle, Montcornet, Rozoy-sur-Serre, Previsy-sur-Serre et Liart. Il a été observé un grand nombre de coups au but, à la suite desquels des incendies se sont déclarés dans les gares de Longuyon, Hirson et Rozoy-sur-Serre.

Communiqué anglais

22 Octobre, soir.

Nos troupes sont entrées dans les faubourgs ouest de Valenciennes et nous avons pénétré profondément au Nord de cette ville, dans la forêt de Raismes, vers la boucle formée par l'Escaut, à Condé.

Nous avons réalisé des progrès à l'est de Saint-Amand et nous avons, au sud de Tournai, atteint l'Escaut à Hollain et à Bruyelle, qui sont en notre possession.

Au nord-ouest de Tournai nos troupes ont chassé l'ennemi du village de Proyennes et se sont portées au delà vers l'Escaut.

Plus au Nord, nous livrons un âpre combat pour les passages de l'Escaut à Pont-à-Chin.

AVIATION. — Le 21 octobre, en dépit d'un temps très défavorable, nos aviateurs ont effectué quelque travail de reconnaissance. Plus d'une tonne de bombes a été lancée sur les troupes ennemies et leurs transports.

L'activité de l'aviation ennemie a été très faible au cours de combats aériens, un appareil ennemi a été abattu et un autre est tombé désemparé. Deux des nôtres ne sont pas rentrés.

En raison des conditions atmosphériques, aucun travail de nuit n'a été possible.

Communiqué belge

22 Octobre, soir.

Pendant la journée du 22 octobre, l'ennemi a cherché à se maintenir sur la Lys et le canal de Deynze. A la frontière hollandaise, il a tenté plusieurs contre-attaques pour nous rejeter à l'ouest de Peteghem, que nous avions occupé la veille. Toutes ces attaques ont échoué avec de fortes pertes.

L'armée belge a franchi en plusieurs points le canal de dérivation. Dans leur retraite, les Allemands ont dû jeter deux cents voitures dans le canal de Bruges à Gand, près de Miseryo, à l'ouest de Saint-Georges.

L'armée française a développé au sud de Deynze sa tête de pont sur une profondeur de trois kilomètres et une largeur de quatre kilomètres. Des patrouilles ont traversé la Lys plus au Sud, à Vive-Saint-Eloi. Au cours de ces opérations, onze cents Allemands ont été faits prisonniers par les Français.

La deuxième armée anglaise, malgré une résistance considérable de mitrailleuses et d'artillerie, a avancé son front de quinze cents mètres, entre la Lys et l'Escaut et établi une tête de pont sur la rive droite de l'Escaut, à l'est de Pecq.

Communiqué américain

22 Octobre, 21 heures.

Sur le front de Verdun, nous avons maintenu et élargi nos gains des jours précédents.

De violentes contre-attaques sur nos nouvelles positions de la cote 297 et du bois de Rappes n'ont valu à l'ennemi que des pertes sévères. Notre ligne reste intacte partout.

Plus à l'Est, nos troupes ont pris le bois de Forêt, capturant soixante-quinze prisonniers.

De part et d'autre de la Meuse, la lutte d'artillerie s'est intensifiée et l'aviation s'est montrée plus active.

En Woëvre, au cours d'un raid heureux, nous avons ramené vingt-six prisonniers.

La bataille

LA SITUATION MILITAIRE

Paris, 23 Octobre, 2 h. 15.

Le groupe d'armées des Flandres, aux ordres du roi Albert, continue infatigablement sa pression sur le front de bataille. La résistance allemande, qui s'était déjà intensifiée hier, devant les corps belges et des détachements français de l'armée Degoutte, s'est encore accrue en face des troupes britanniques. Néanmoins, les troupes françaises ont réussi à élargir les têtes de pont de Deynze, et nos alliés ont marqué de nouveaux progrès importants entre Tournai et Valenciennes.

Au nord de Tournai, ils soutiennent des combats opiniâtres pour garder leur tête de pont de Pont-à-Chin et pour franchir l'Escaut. Au Sud, ils ont enlevé Froyennes. De ce village, ils ne sont plus qu'à 1.500 mètres de Tournai. En amont de cette ville, dont le sort est dès à présent réglé. Ils ont chassé l'ennemi de Bruyelles et de Hollain et atteint l'Escaut, entre ces deux localités.

La rivière forme alors une boucle jalonnée par Mortagne, Condé et Valenciennes. Progressant à l'est de Saint-Amand, dans cette boucle, les troupes britanniques se sont enfoncées profondément dans la vaste forêt de Raismes, ont occupé la grande cité industrielle d'Anzin et pénétré dans des faubourgs contigus de Valenciennes, situés à l'ouest de l'Escaut. La prise de la ville entière n'est plus maintenant qu'une question de jours.

Sur le front français, la 10e armée a repris sa progression commencée samedi sur le front de la Serre. Nos troupes bordent la rivière depuis Arcis-sur-Serre jusqu'à Mortiers. De là notre ligne passe aux lisières-sud de Froidmont, Cohartille, d'où elle s'infléchit vers le Sud, en suivant le canal de la Buze, jusqu'aux hauteurs de Liesse.

Le communiqué français révèle la présence sur notre front d'unités tchéco-slovaques, qui ont brillamment repris le village de Terron-sur-Aisne.

Enfin, à l'est de Vouziers et sur le front de l'armée américaine, la lutte se maintient très dure. Les Allemands, sachant l'importance du terrain dans cette région, qui protège leurs lignes de la Meuse, contre-attaquent furieusement pour enrayer notre progression. Mais ils sont impuissants à faire reculer les armées alliées.

Les Allemands au Maroc

L'anarchie dans la zone espagnole
Les agissements de Raizouli

Londres, 22 Octobre.

Le correspondant du *Times* à Tanger, à la date du 18 octobre, dit que sauf dans les environs de Melilla, la zone espagnole est dans un état d'anarchie complète. Dans toute la partie occidentale, Raizouli règne en maître absolu, donnant des ordres aux Espagnols comme aux indigènes et étant obéi.

Le peuple espagnol sait-il que des contingents indigènes ont été formés dans la zone espagnole uniqtement pour attaquer les Français ; que la semaine passée Kassim ben Salah a attaqué et incendié des villages du protectorat français et prêché la guerre sainte contre la France ; que l'Allemand Kuhmel, alias José Maury, que l'Espagne, à la demande des alliés, a consenti à expulser de Larrache, a été prévenu à temps et s'est échappé dans la brousse ? Kuhmel a une base d'approvisionnement à Larrache et assez d'argent pour payer ses cavaliers six francs et ses fantassins trois francs par jour. Enfin les chefs rebelles sont en correspondance constante avec l'ambassade d'Allemagne à Madrid.

Cette anarchie force la France à faire d'énormes efforts pendant la guerre. Il faut que le gouvernement espagnol comprenne nettement que la paix en Europe doit signifier la paix au Maroc. Il est essentiel que l'ordre soit rétabli dans la zone espagnole, et chacun préférerait, naturellement, que ce fut l'Espagne qui le rétablit.

Tribune du Travail

75 centimes la ligne, minimum 2 lignes

On demande bonnes ouvrières pour le tailleur, corsagières, jupières, lingères. Mavro, 69, rue Saint-Ferréol.

On demande chez Baze : atelier Cartray-Magnan, des ouvrières tailleuses.

On demande bonne vendeuse chapellerie « Au Chinois », 24, rue Cannebière.

On demande des ouvriers cordonniers pour le cousu main et pour le mixte, bien payé, chez M. Augusto jeune, place du Terras, 13, fabricant de chaussures.

On demande jeune fille ou jeune femme pour faire des courses, à la crémerie, 5, rue Paradis, entresol.

On demande un homme de peine muni de sérieuses références, 16, rue Colbert, au magasin.

On demande un charretier, 24, rue de la Liberté, au magasin, remise aux Chartreux.

C. Casut, 76, rue Dragon, demande ouvrière repasseuse en teinturerie, travail à l'année, bien rétribué.

On demande jeune fille sérieuse pour apprendre la mode. S'adresser, primeurs, 1, rue du Théâtre-Français.

On demande ouvrières et apprenties tailleuses, 204, avenue d'Arenc.

On demande une ouvrière coiffeuse, rue Fontaine-Rouvière, 16.

On demande de bonnes ouvrières et une apprentie tailleuses pour dames, 8, rue Dragon, Mme Brézet. Bonne rétribution.

On demande deux bonnes ouvrières repasseuses, 40, rue du Coq. Prix, 6 francs.

On demande une bonne ouvrière, demi-ouvrière repasseuses et une raccommodeuse, rue Sylvabelle, 28, magasin.

On demande demi-ouvrière polisseuse voulant apprendre la bijoutière, 13, rue Sibié au 1er.

On demande chauffeur auto, disposant de l'après-midi, teinturerie Pont-de-Vivaux.

On demande de nombreuses mécaniciennes pour capotes, très au courant, rue de l'Etrieu, 12.

On demande une apprentie et une apprentie dégrossie, Mlle Baccini, 57, rue de Rome.

On demande un bon talonneur et une bonne piqueuse pour l'atelier, Matteini, 2, rue du Muguet.

On demande une bonne à tout faire avec renseignements. Se présenter 6, rue Montée-de-Lodi, au 3e, le matin.

On demande bonne boutonnière, bonnes mécaniciennes pour confection civile, machines moteur et de bonnes rabateuses, bien payées, travail assuré toute l'année, 10, rue Rigord (Corderie).

On demande femme de ménage, pour matinée, et dem. j., allées des Capucines, 29, boulang.

On demande bonnes ouvrières, demi-ouvrières et apprenties tailleuses, boulevard de la Madeleine, 50, au 1er.

On demande une bonne avec références, gage 50 fr., rue de la Joliette, 64.

On demande un petit jeune homme pour les courses, pharmacie Raybaud, 7, rue de la République.

On demande bon commis, chappellerie « Au Chinois », 24, rue Cannebière.

On demande monteurs pour cloué et mixte, Vernet et Cie, 3, place de la Corderie.

On demande un jeune homme de 14 à 15 ans pour faire les courses, 35, rue des Princes.

Charrons bien payés sont demandés dans atelier important. Ecrire Masson, 1, rue Négrel, qui convoquera.

Cartonnières et apprenties cartonnières, de 13 à 14 ans, sont demandées chez E. Boyer, quai du Canal, 27.

Tirages Financiers

VILLE DE PARIS 1892. — Le numéro 162.641 gagne **100.000 francs.**

Le numéro 457.438 gagne **50.000 francs.**

Les deux numéros suivants : 453.694 219.679 gagnent chacun **10.000 francs.**

Les trente numéros suivants : 18546 20.517 40.256 45.451 57.036 59.597 88.907 122.186 149.242 172.935 222.812 257.960 278.283 286.725 305.910 331.064 355.563 356.726 356.909 361.156 366.974 393.004 436.743 459.357 470.483 487.935 488.281 549.561 559.219 586.653 gagnent chacun **1.000 francs.**

OBLIGATIONS COMMUNALES 3 % 1912. — Le numéro 569.104 gagne **100.000 francs.**

Le numéro 541.902 gagne **10.000 francs.**

Les douze numéros suivants : 151.750 169.840 174.353 358.022 985.500 1.027.559 1.044.617 1.213.605 1.420.178 1.765.905 1.855.953 1.885.554 gagnent chacun **1.000 francs.**

Les cent numéros suivants : 17.263 67.835 71.398 71.771 108.867 112.802 117.460 133.833 136.091 156.042 158.083 205.697 212.482 244.041 314.714 319.203 332.480 388.548 388.788 397.400 424.142 440.109 448.176 463.729 488.848 474.777 486.847 493.879 553.395 559.861 560.629 571.091 612.700 632.874 639.690 657.553 681.825 668.548 745.024 726.793 762.055 794.477 825.412 845.625 854.745 888.041 925.350 932.176 940.622 949.383 959.814 1.032.023 1.034.151 1.034.777 1.075.863 1.082.443 1.166.557 1.169.068 1.190.549 1.196.311 1.199.794 1.228.069 1.243.423 1.259.467 1.260.356 1.288.887 1.294.763 1.321.122 1.339.072 1.358.735 1.380.381 1.392.316 1.406.880 1.463.736 1.488.545 1.507.931 1.516.798 1.525.720 1.528.182 1.556.762 1.569.829 1.605.112 1.638.738 1.646.322 1.668.691 1.672.955 1.690.237 1.692.545 1.696.668 1.715.845 1.718.969 1.733.577 1.747.643 1.831.075 1.832.200 1.878.779 1.905.748 1.921.091 1.949.544 1.969.214 gagnent chacun **500 francs.**

COMMUNALES 3 % 1906. — Le numéro 909.039 gagne **200.000 francs.**

Le numéro 952.219 gagne **25.000 francs.**

Les huit numéros suivants : 365.221 419.497 447.334 586.911 1.015.124 1.079.096 1.150.015 1.177.291 gagnent chacun **5.000 francs.**

Les cent numéros suivants : 28.940 31.916 55.683 68.211 90.960 103.531 106.945 108.365 108.522 112.022 114.405 117.286 132.725 171.161 183.846 197.555 209.359 213.414 215.887 262.262 289.880 298.906 303.586 323.518 342.362 344.773 358.917 373.585 380.670 404.760 409.307 420.034 425.252 430.115 430.590 445.569 447.127 451.264 466.425 475.761 496.819 502.946 503.161 503.979 513.449 537.542 542.815 552.370 558.069 559.965 573.740 580.627 581.488 595.589 599.419 606.017 608.505 619.274 633.843 635.764 653.539 652.572 690.526 695.238 703.287 710.818 727.251 745.014 748.317 783.138 764.000 765.993 775.455 777.314 784.244 789.175 792.085 794.386 804.293 824.297 845.117 854.916 873.584 883.044 981.233 987.595 1.016.853 1.016.892 1.027.621 1.032.327 1.049.821 1.085.551 1.100.774 1.116.337 1.121.363 1.132.609 1.147.528 1.170.638 1.179.391 1.188.364 gagnent chacun **1.000 francs.**

Sur le Front italien

Communiqué officiel

Rome, 22 Octobre.

Le commandement suprême fait le communiqué officiel suivant :

Dans la région du mont Tomba-Monfenera et sur plusieurs points, le long de la Piave, duels d'artillerie d'intensité considérable.

Sur le restant du front, tirs de harcèlement de nos batteries sur les lignes et l'arrière de l'adversaire.

**Sur plusieurs points des secteurs Posina-Astico et sur le plateau d